

Art. 6. De criteriaroosters bedoeld in artikel 46, 3°, van voormeld decreet worden vastgesteld in:

1° in bijlage 3 voor lange en korte fictiefilms;

2° in bijlage 4 voor lange films en korte animatiefilms

3° in bijlage 5 voor creatiedocumentaires.

Art. 7. § 1. De aanvraag voor een succespremie wordt elektronisch ingediend aan de hand van het door het Centre du Cinéma et de l'Audiovisuel opgestelde formulier en moet de volgende elementen bevatten: de identificatie van de voor het audiovisuele werk verantwoordelijke personen, informatie over het audiovisuele werk, een technische en artistieke lijst, een lijst van uitvoerende kunstenaars voor fictiefilms, een samenvattende raming, een financieringsplan, een samenvattende fiche van de aanvraag, het ingevulde schema met artistieke en culturele criteria en het bewijs van uitzending/vertoning.

§ 2. In afwijking van paragraaf 1 dient de aanvraag voor een succespremie voor een audiovisueel werk dat definitief is erkend als coproductie of waarvoor de productiesteun die voor dit audiovisuele werk is toegekend op grond van het decreet van de regering van de Franse Gemeenschap van 29 maart 2012 betreffende de steun voor de creatie van audiovisuele werken, volledig is uitbetaald, uitsluitend het aanvraagssamenvattingsformulier, het schema met culturele criteria en het bewijs van uitzending/vertoning te bevatten.

Art. 8. Het besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van 29 maart 2012 betreffende de herinvesteringspremies voor audiovisuele werken wordt opgeheven.

Art. 9. § 1. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 september 2021, met uitzondering van artikel 2, dat in werking treedt op een door de regering te bepalen datum.

§ 2. Op vóór 31 augustus ingediende aanvragen voor herinvesteringspremies is de op het tijdstip van de indiening van de aanvraag geldende reglementering van toepassing.

Art. 10. De minister bevoegd voor de filmsector is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 9 september 2021.

Voor de regering:

De Minister-President,

P.-Y. JEHOLET

De Minister van kind, gezondheid, cultuur, media en vrouwenrechten,

B. LINARD

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2021/33250]

16 SEPTEMBRE 2021. — Arrêté du Gouvernement wallon portant approbation du règlement visant la mise en place d'un crédit à taux zéro octroyé par la Société wallonne du crédit social et relatif au paiement de la garantie dans le cadre d'une convention d'occupation précaire

Le Gouvernement wallon,

Vu le Code wallon du Logement et de l'Habitat durable, article 175 ;

Vu le décret du 15 mars 2018 relatif au bail d'habitation ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon portant approbation du règlement visant la mise en place d'un crédit à taux zéro octroyé par la Société wallonne du crédit social et relatif au paiement de la garantie locative dans le cadre d'un bail de résidence principale ou de colocation ;

Vu l'arrêté de Gouvernement wallon portant approbation du règlement visant la mise en place d'un crédit à taux zéro octroyé par la Société wallonne du crédit social et relatif au paiement de la garantie locative dans le cadre d'un bail étudiant ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 mai 2019 portant approbation du règlement général définissant les principes généraux d'octroi des crédits par la Société wallonne du Crédit social et des guichets du crédit social ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 juillet 2021 portant approbation des modifications apportées au règlement général du 16 mai 2019 définissant les principes généraux d'octroi des crédits par la Société wallonne du Crédit social et des Guichets du crédit social ;

Vu l'arrêté ministériel du 28 mai 2019 portant approbation du règlement spécifique des crédits accordés par la Société wallonne du Crédit social et par les guichets du crédit social ;

Vu l'arrêté ministériel du 16 juillet 2021 portant approbation du règlement modifiant le règlement spécifique des crédits, du 28 mai 2019, accordés par la Société wallonne du Crédit social et par les guichets du crédit social ;

Vu le contrat de gestion 2013-2018 conclu le 1^{er} octobre 2013 entre la Région wallonne et la Société wallonne du crédit social et l'avenant 2018-2019 approuvé par le Gouvernement wallon le 8 novembre 2018 ;

Vu la décision du Conseil d'administration de la Société wallonne du Crédit social du 23 août 2021 ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 6 septembre 2021 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 16 septembre 2021 ;

Sur la proposition du Ministre de Logement ;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Le règlement visant la mise en place d'un crédit à taux zéro octroyé par la Société wallonne du crédit social et relatif au paiement de la garantie dans le cadre d'une convention d'occupation précaire, tel qu'il est repris en annexe, est approuvé.

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa signature.

Art. 3. Le Ministre qui a le Logement dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.
Namur, le 16 septembre 2021.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

Le Ministre du Logement, des Pouvoirs Locaux et de la Ville,
Ch. COLLIGNON

Annexe - Règlement visant la mise en place d'un crédit à taux zéro octroyé par la Société wallonne du crédit social et relatif au paiement de la garantie dans le cadre d'une convention d'occupation précaire

CHAPITRE I^{er}. — *Considérations générales*

Article 1^{er}. Définitions

Pour l'application du présent règlement, il faut entendre par :

1° Société : la Société wallonne du crédit social intervenant en tant que prêteur ;

2° demandeur : la personne physique, inscrite ou en voie d'inscription au registre de la population ou au registre des étrangers avec autorisation de séjour d'une durée illimitée, qui sollicite l'octroi d'un prêt garantie occupation précaire auprès de la Société ;

3° prêt garantie occupation précaire : le crédit à taux zéro destiné au paiement de la garantie dans le cadre d'une convention d'occupation précaire, telle que visée à l'article 2 ;

4° RGPD : le Règlement européen 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la Directive 95/46/CE.

Art. 2. Objet du crédit

Le crédit est consenti en vue de faciliter l'accès au logement en finançant la garantie liée à une convention d'occupation précaire pour les personnes dont le logement est rendu inhabitable en raison d'une calamité naturelle publique reconnue par le Gouvernement wallon.

Art. 3. Bénéficiaires

§ 1^{er}. Le crédit est octroyé au demandeur âgé de 18 ans au moins ou mineur émancipé, inscrit ou en voie d'inscription au registre de la population ou au registre des étrangers avec autorisation de séjour d'une durée illimitée.

§ 2. Le demandeur répond aux conditions d'éligibilité reprises à l'article 5, § 1^{er}, du règlement général du 16 mai 2019 définissant les principes généraux d'octroi des crédits par la Société wallonne du Crédit social.

Art. 4. Forme du crédit

Le prêt garantie occupation précaire est octroyé sous la forme d'un crédit à la consommation.

Art. 5. Montant du crédit et libération des fonds

§ 1^{er}. Le montant du prêt garantie occupation précaire octroyé correspond au maximum au montant de la garantie telle que prévue dans la convention d'occupation précaire. Il ne peut être supérieur à deux mois d'indemnité mensuelle.

§ 2. Le montant du prêt garantie occupation précaire, est versé, après la signature de la convention d'occupation précaire, sur un compte bancaire au nom du demandeur.

Art. 6. Taux d'intérêt

Le taux d'intérêt débiteur du crédit est fixé à zéro pour cent.

Art. 7. Durée de remboursement du crédit

La durée de remboursement du crédit est fixée en fonction des capacités financières du demandeur et des perspectives d'évolution de celles-ci. Elle est de maximum trente-six mois.

Art. 8. Exclusions

Le prêt garantie occupation précaire ne peut être accordé dans les cas suivants :

1° deux prêts garantie occupation précaire ont déjà été accordés auparavant au demandeur et aucun n'est entièrement remboursé ;

2° le demandeur accuse un retard de paiement pour le remboursement d'un crédit octroyé précédemment par la Société.

CHAPITRE II. — *Conditions d'accès au prêt*

Art. 9. Condition relative à l'habitation

L'habitation faisant l'objet de la convention d'occupation précaire est située sur le territoire de la Région wallonne, à l'exception de la Communauté germanophone.

Art. 10. Conditions relatives au demandeur

Le demandeur répond aux conditions suivantes :

1° il a conclu ou s'engage à conclure une demande de crédit dans un délai maximum de 15 jours calendrier à dater de la signature de la convention d'occupation précaire telle que visée à l'article 2 ;

2° en cas de nouvelle demande de crédit, il s'engage à affecter au remboursement anticipé total ou partiel du précédent prêt toujours en cours, toute somme récupérée de la garantie financée par ledit précédent prêt ;

3° il s'engage à fournir la preuve de la constitution de la garantie par un extrait de compte.

CHAPITRE III. — *Dispositions finales*

Art. 11. Données à caractère personnel

La Société est la responsable du traitement au sens du RGPD, pour les données à caractère personnel nécessaires dans le cadre de l'octroi du prêt garantie occupation précaire.

Art. 12. Autres dispositions applicables

Les dispositions suivantes s'appliquent au Prêt garantie occupation précaire :

1° les articles 4, §§ 1 à 3, 5, § 1^{er}, et 25 du règlement général définissant les principes généraux d'octroi des crédits par la Société wallonne du Crédit social et des guichets du crédit social, approuvé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 mai 2019 ;

2° les articles 3 et 6, §§ 1^{er} et 2, du règlement spécifique des crédits accordés par la Société wallonne du Crédit social et par les guichets du crédit social, approuvé par l'arrêté ministériel du 28 mai 2019.

Art. 13. Dérogations

Dans des cas exceptionnels dûment motivés, le Conseil d'administration de la Société wallonne du crédit social peut déroger aux dispositions des articles 5, 7, 8 et 10.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon portant approbation du règlement visant la mise en place d'un crédit à taux zéro octroyé par la Société wallonne du crédit social et relatif au paiement de la garantie dans le cadre d'une convention d'occupation précaire.

Namur, le 16 septembre 2021.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

Le Ministre du Logement, des Pouvoirs Locaux et de la Ville,
Ch. COLLIGNON

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[C – 2021/33250]

16. SEPTEMBER 2021 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Genehmigung der Regelung zur Einführung eines durch die Wallonische Sozialkreditgesellschaft (« Société wallonne du crédit social ») gewährten zinslosen Kredits und über die Zahlung der Garantie im Rahmen einer Vereinbarung zur prekären Bewohnung

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Wallonischen Gesetzbuches über das Wohnungswesen und die Nachhaltigkeit der Wohnverhältnisse, Artikel 175;

Aufgrund des Dekrets vom 15. März 2018 über den Wohnmietvertrag;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung zur Genehmigung der Regelung zur Einführung eines durch die Wallonische Sozialkreditgesellschaft gewährten zinslosen Kredits und über die Zahlung der Garantie im Rahmen eines Mietvertrags für Hauptwohnsitz oder eines Wohngemeinschaftsvertrags für den Hauptwohnoort;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung zur Genehmigung der Regelung zur Einführung eines durch die Wallonische Sozialkreditgesellschaft gewährten zinslosen Kredits und über die Zahlung der Garantie im Rahmen eines Studentenmietvertrags;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 16. Mai 2019 zur Genehmigung der allgemeinen Regelung zur Festlegung der allgemeinen Grundsätze für die Gewährung der Kredite durch die Wallonische Sozialkreditgesellschaft und die Sozialkreditschalter;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 14. Juli 2021 zur Genehmigung der Änderungen an der allgemeinen Regelung vom 16. Mai 2019 zur Festlegung der allgemeinen Grundsätze für die Gewährung von Krediten durch die Wallonische Sozialkreditgesellschaft und die Sozialkreditschalter;

Aufgrund des Ministeriellen Erlasses vom 28. Mai 2019 zur Genehmigung der spezifischen Regelung der Kredite, die von der Wallonischen Sozialkreditgesellschaft und den Sozialkreditschaltern gewährt werden;

Aufgrund des Ministeriellen Erlasses vom 16. Juli 2021 zur Genehmigung der Regelung, die die spezifische Regelung vom 28. Mai 2019 der Kredite, die von der Wallonischen Sozialkreditgesellschaft und den Sozialkreditschaltern gewährt werden, abändert;

Aufgrund des am 1. Oktober 2013 zwischen der Wallonischen Region und der Wallonischen Sozialkreditgesellschaft abgeschlossenen Geschäftsführungsvertrags 2013-2018 und des am 8. November 2018 von der Wallonischen Regierung genehmigten Nachtrags 2018-2019;

Aufgrund des Beschlusses des Verwaltungsrates der Wallonischen Sozialkreditgesellschaft vom 23. August 2021;

Aufgrund der am 6. September 2021 abgegebenen Stellungnahme des Finanzinspektors;

Aufgrund des am 16. September 2021 gegebenen Einverständnisses des Ministers für Haushalt;

Auf Vorschlag des Ministers für Wohnungswesen;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - Die als Anhang beigefügte Regelung zur Einführung eines durch die Sozialkreditgesellschaft gewährten zinslosen Kredits und über die Zahlung der Garantie im Rahmen einer Vereinbarung zur prekären Bewohnung wird genehmigt.

Art. 2 - Der vorliegende Erlass tritt am Tag seiner Unterzeichnung in Kraft.

Art. 3 - Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich das Wohnungswesen gehört, wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 16. September 2021

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident

E. DI RUPO

Der Minister für Wohnungswesen, lokale Behörden und Städte

Ch. COLLIGNON

Anhang - Regelung zur Einführung eines durch die Sozialkreditgesellschaft gewährten zinslosen Kredits und über die Zahlung der Garantie im Rahmen einer Vereinbarung zur prekären Bewohnung.

KAPITEL I — Allgemeine Erwägungen

Artikel 1 - Definitionen

Für die Anwendung der vorliegenden Regelung gelten die folgenden Definitionen:

1° Gesellschaft: die Wallonische Sozialkreditgesellschaft, die als Darlehensgeber handelt;

2° Antragsteller: die natürliche Person, die im Bevölkerungsregister oder im Fremdenregister mit unbefristeter Aufenthaltserlaubnis eingetragen ist oder bald eingetragen wird, und die die Gewährung eines Darlehens Garantie prekäre Bewohnung bei der Gesellschaft beantragt;

3° Darlehen Garantie prekäre Bewohnung: der zinslose Kredit, der zur Zahlung der Garantie im Rahmen einer Vereinbarung zur prekären Bewohnung im Sinne von Artikel 2 bestimmt ist;

4° die DSGVO: die europäische Verordnung 2016/679 vom 27. April 2016 zum Schutz natürlicher Personen bei der Verarbeitung personenbezogener Daten, zum freien Datenverkehr und zur Aufhebung der Richtlinie 95/46/EG.

Art. 2 - Gegenstand des Kredits

Der Kredit wird gewährt, um den Zugang zu Wohnraum zu erleichtern, indem die Garantie in Verbindung mit einer Vereinbarung zur prekären Bewohnung für Personen finanziert wird, deren Wohnung aufgrund einer von der wallonischen Regierung anerkannten öffentlichen Naturkatastrophe unbewohnbar geworden ist.

Art. 3 - Begünstigte

§ 1. Der Kredit wird dem Antragsteller gewährt, der mindestens 18 Jahre alt oder ein mündigerklärter Minderjähriger ist, der im Bevölkerungsregister oder im Fremdenregister mit unbefristeter Aufenthaltserlaubnis eingetragen ist bzw. bald eingetragen wird.

§ 2. Der Antragsteller erfüllt die Zulassungsbedingungen, die in Artikel 5 § 1 der allgemeinen Regelung vom 16. Mai 2019 zur Bestimmung der allgemeinen Grundsätze zur Gewährung der Kredite durch die Wallonische Sozialkreditgesellschaft aufgeführt sind.

Art. 4 - Kreditformen

Das Darlehen Garantie prekäre Bewohnung wird in der Form eines Verbraucherkredits gewährt.

Art. 5 - Höhe des Kredits und Freigabe der Mittel

§ 1. Der Betrag des gewährten Darlehens Garantie prekäre Bewohnung entspricht höchstens dem Betrag der Garantie, so wie sie in der Vereinbarung zur prekären Bewohnung vorgesehen ist. Er kann nicht zwei Monate monatlicher Entschädigung überschreiten.

§ 2. Der Betrag des Darlehens Garantie prekäre Bewohnung wird nach der Unterzeichnung der Vereinbarung zur prekären Bewohnung auf ein Bankkonto auf den Namen des Antragstellers überwiesen.

Art. 6 - Zinsatz

Der Sollzinssatz des Kredits wird auf Null Prozent festgelegt.

Art. 7 - Dauer der Kreditrückzahlung

Die Dauer der Rückzahlung des Kredits wird je nach der Finanzkraft des Antragstellers und deren Entwicklungsaussichten festgelegt. Sie beläuft sich auf höchstens sechsunddreißig Monate.

Art. 8 - Ausschlussfälle

Das Darlehen Garantie prekäre Bewohnung kann in den folgenden Fällen nicht gewährt werden:

1° zwei Darlehen Garantie prekäre Bewohnung wurden dem Antragsteller bereits gewährt und keines ist vollständig zurückgezahlt.

2° der Antragsteller ist mit der Rückzahlung eines früher von der Gesellschaft gewährten Darlehens im Rückstand.

KAPITEL II — Bedingungen für den Zugang zum Darlehen

Art. 9 - Bedingung bezüglich der Wohnung

Die Wohnung, die Gegenstand der Vereinbarung zur prekären Bewohnung ist, liegt auf dem Gebiet der Wallonischen Region, mit Ausnahme der Deutschsprachigen Gemeinschaft.

Art. 10 - Bedingungen bezüglich des Antragstellers

Der Antragsteller erfüllt die folgenden Bedingungen:

1° er hat innerhalb von höchstens 15 Kalendertagen ab dem Datum der Unterzeichnung der Vereinbarung zur prekären Bewohnung gemäß Artikel 2 einen Kreditantrag gestellt oder er verpflichtet sich dazu, einen solchen Antrag zu stellen;

2° im Falle eines neuen Kreditantrags verpflichtet er sich, den Betrag, der aus der durch das frühere Darlehen finanzierten Garantie zurückerhalten wird, für die vollständige oder teilweise vorzeitige Rückzahlung des noch laufenden früheren Darlehens zu verwenden;

3° er verpflichtet sich, die Leistung der Garantie durch einen Kontoauszug nachzuweisen.

KAPITEL III — *Schlussbestimmungen*

Art. 11 - Personenbezogene Daten

Die Gesellschaft ist der für die Datenverarbeitung Verantwortliche im Sinne des DSGVO für die personenbezogenen Daten, die für die Gewährung des Darlehens Garantie prekäre Bewohnung erforderlich sind.

Art. 12 - Sonstige anwendbare Bestimmungen

Die folgenden Bedingungen finden Anwendung auf das Darlehen Garantie prekäre Bewohnung.

1° Die Artikel 4 §§ 1 bis 3, 5, § 1, und 25 der durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 16. Mai 2019 genehmigten allgemeinen Regelung zur Festlegung der allgemeinen Grundsätze für die Gewährung der Kredite durch die Wallonische Sozialkreditgesellschaft und die Sozialkreditschalter;

2° die Artikel 3 und 6 §§ 1 und 2 der durch Ministeriellen Erlass vom 28. Mai 2019 genehmigten spezifischen Regelung der Kredite, die von der Wallonischen Sozialkreditgesellschaft und den Sozialkreditschaltern gewährt werden.

Art. 13 - Abweichungen

In außergewöhnlichen, ordnungsgemäß begründeten Fällen kann der Verwaltungsrat der Wallonischen Sozialkreditgesellschaft von den Bestimmungen der Artikel 5, 7, 8 und 10 abweichen.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung zur Genehmigung der Regelung zur Einführung eines durch die Wallonische Sozialkreditgesellschaft (« Société wallonne du crédit social ») gewährten zinslosen Kredits über die Zahlung der Garantie im Rahmen einer Vereinbarung zur prekären Bewohnung beigefügt zu werden

Namur, den 16. September 2021

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident

E. DI RUPO

Der Minister für Wohnungswesen, lokale Behörden und Städte

Ch. COLLIGNON

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2021/33250]

16 SEPTEMBER 2021. — Besluit van de Waalse Regering tot goedkeuring van het reglement houdende invoering van een nultariefkrediet toegekend door de "Société wallonne de crédit social" (Waalse Maatschappij voor Sociaal Krediet) en betreffende de betaling van de waarborg in het kader van een overeenkomst voor preciaire bewoning

De Waalse Regering,

Gelet op het Waalse Wetboek van huisvesting en duurzaam wonen, artikel 175;

Gelet op het decreet van 15 maart 2018 betreffende de woninghuurovereenkomst;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering tot goedkeuring van het reglement tot invoering van een nultariefkrediet toegekend door de "Société wallonne de crédit social" (Waalse maatschappij voor sociaal krediet) en betreffende de betaling van de huurwaarborg in het kader van een huurovereenkomst voor hoofdverblijfplaats of van een medehuurovereenkomst;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering tot goedkeuring van het reglement houdende invoering van een nultariefkrediet toegekend door de "Société wallonne de crédit social" (Waalse Maatschappij voor Sociaal Krediet) en betreffende de betaling van de huurwaarborg in het kader van een studentenhuurovereenkomst;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 16 mei 2019 tot goedkeuring van het algemeen reglement houdende de algemene beginselen tot toekenning van kredieten door de "Société wallonne de crédit social" (Waalse maatschappij voor sociaal krediet) en de "Guichets du crédit social" (Sociaal kredietloketten);

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 14 juli 2021 tot goedkeuring van de wijzigingen aangebracht in het algemeen reglement van 16 mei 2019 houdende de algemene beginselen tot toekenning van kredieten door de "Société wallonne de crédit social" (Waalse maatschappij voor sociaal krediet) en de "Guichets du crédit social" (Sociaal kredietloketten);

Gelet op het ministerieel besluit van 28 mei 2019 tot goedkeuring van het specifieke reglement van de kredieten toegestaan door de "Société wallonne de crédit social" (Waalse maatschappij voor sociaal krediet) en de "Guichets du crédit social" (Sociaal kredietloketten);

Gelet op het ministerieel besluit van 16 juli 2021 tot goedkeuring van het reglement houdende wijziging van het specifieke reglement van 28 mei 2019 van de kredieten toegestaan door de "Société wallonne de crédit social" (Waalse maatschappij voor sociaal krediet) en de "Guichets du crédit social" (Sociaal kredietloketten);

Gelet op het beheerscontract 2013-2018 gesloten op 1 oktober 2013 tussen het Waalse Gewest en de "Société wallonne du Crédit social" en gelet op het aanhangsel 2018-2019 goedgekeurd door de Waalse Regering op 8 november 2018;

Gelet op de beslissing van de raad van bestuur van de "Société wallonne du crédit social" van 23 augustus 2021;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 6 september 2021;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 16 september 2021;